

## En Ethiopie, la transformation économique à l'épreuve de l'instabilité

Source : Le Monde Afrique

Date : 17/06/2021

Les mastodontes de tôles défilent sous le regard des automobilistes qui empruntent l'autoroute reliant Addis-Abeba à Djibouti. Dix-neuf hangars qui appartiennent au parc industriel d'Adama, à 100 kilomètres au sud-ouest de la capitale éthiopienne, et symbolisent l'ambition du pays de trouver sa place sur la carte du commerce mondial en s'imposant comme la « future Chine de l'Afrique », selon la formule rabâchée ces dernières années. Ces parcs – le pays en compte une douzaine – ont longtemps été un maillon essentiel de la stratégie de transformation économique de l'Ethiopie

La visite de la zone économique spéciale d'Adama, inaugurée en 2018, laisse pourtant entrevoir l'étendue des difficultés. Pour y accéder, il faut s'engager sur un chemin de terre défoncé qui débouche sur une imposante route à six voies désespérément vide. A distance, on aperçoit la ligne de chemin de fer éthio-djiboutien, censée être le principal axe logistique d'exportation, « mais qui ne transporte toujours aucune de nos marchandises », reconnaît le directeur du parc, Abdela Gebo.

Trois ans après son ouverture, les investisseurs se font attendre. Une seule entreprise, le spécialiste chinois du textile Antex, occupe les lieux à raison de cinq entrepôts. Son patron, Alex Lyu, a installé ses centaines de machines à coudre dès l'inauguration. « Depuis, le parc n'est toujours pas relié à l'eau courante, déplore-t-il. On a dû creuser un puits, extraire et traiter l'eau nous-même ! »

Une dépense « raisonnable » mais dont se serait bien passé l'industriel, tout comme les coupures d'électricité incessantes. Un diplomate raconte d'ailleurs que lorsqu'il est allé visiter Adama, « on entendait un seul bruit, celui des générateurs ».

« Ces parcs ne sont pas assez rentables, reconnaît le directeur Abdela Gebo. Nous ne souhaitons qu'une chose désormais, c'est que le secteur privé nous rende compétitif. » Un appel que le ministère éthiopien des finances dit avoir entendu. « Nous allons adopter une stratégie agressive pour privatiser tous les parcs industriels, car ils ne représentent plus une priorité pour l'Etat. Construire un parc est facile, mais le relier à des systèmes d'eau et au réseau électrique est bien plus complexe », reconnaît Brook Taye, conseiller auprès du ministère.

Pas découragé pour autant, Antex emploie plus de 5 000 travailleurs dans le complexe industriel et dit vouloir doubler son activité dans les trois prochaines années. Attiré par une politique fiscale avantageuse, Alex Lyu mise encore davantage sur le coût de la main-d'œuvre, en moyenne quatre fois moins chère qu'au Bangladesh.

Les zones économiques spéciales emploient aujourd'hui presque 80 000 Ethiopiens. C'est sur ces petites mains, peu qualifiées et payées une bouchée de pain, que repose la stratégie d'industrialisation de la dernière décennie, avec ses parcs spécialisés dans le textile, l'agroalimentaire ou l'industrie pharmaceutique.

Mais la faiblesse des salaires a aussi son revers : une productivité médiocre doublée d'un turnover impressionnant. Au cours du premier semestre 2020, un tiers des employés des parcs ont ainsi quitté leur poste, selon Industrial Park Development Corporation, l'entité publique qui administre ces zones économiques spéciales.

Comment vivre avec 23 euros par mois ? Voilà le dilemme auquel sont confrontés les quelques milliers d'employés d'Adama alors que l'inflation frôle les 20 %. Les prix des principaux postes de dépenses comme le loyer, le gaz, le teff et les légumes ont même doublé, voire triplé depuis 2020. Les travailleurs du textile, à 90 % des femmes, sont souvent forcés de partager des chambres à quatre ou cinq, faute de pouvoir se payer un logement malgré les huit heures quotidiennes de travail à la chaîne.

Encore loin de la « prospérité » promise lors de l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed, l'Ethiopie semble se trouver à un nouveau carrefour dans son développement. Après avoir soulevé un rare engouement en Occident, les ambitions économiques du pays suscitent désormais le doute.

Plusieurs industriels étrangers avouent, sous le couvert de l'anonymat, que les coûts logistiques exorbitants, la pénurie de devises étrangères et l'instabilité politique grandissante entament peu à peu leurs croyances dans la « success story » éthiopienne. La guerre civile dans la province du Tigré, la résurgence de tensions communautaires ou la crise diplomatique avec le Soudan brouillent les perspectives.

« Les réformes n'ont pas été entreprises aussi vite que prévu, mais les choses avancent », tente de rassurer Alexander Demissie, directeur du cabinet de consultants China Africa Advisory Group, prenant notamment pour exemple la récente libéralisation du secteur des télécommunications. Annoncée comme « le deal du siècle », elle se fait pourtant au ralenti, pénalisée par l'ajout de barrières protectionnistes. L'ouverture des secteurs de la logistique et de la banque, jugés très prometteurs, tarde aussi à advenir.

Certains investisseurs continuent de croire au potentiel à long terme du pays, le deuxième plus peuplé d'Afrique, avec quelque 110 millions d'habitants, et qui surfait sur une croissance proche de 10 % jusqu'à l'arrivée de la pandémie. « Même si le contexte n'est pas propice aux investissements aujourd'hui, je m'installe en Ethiopie car je fais le pari que ce sera un acteur majeur dans dix ans », glisse un entrepreneur européen. Un espoir que semblent partager nombre d'entreprises françaises comme Bolloré ou Orange.

Mais, dans l'immédiat, la balance semble pencher plutôt du côté des risques, comme en témoignent les récentes sanctions économiques imposées par les Etats-Unis, en lien avec le conflit en cours au Tigré. Au-delà des restrictions de visa et de la suspension d'une partie de l'aide, Washington compte faire pression sur le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour geler des décaissements.

De nouvelles embûches pour l'Ethiopie, déjà au bord du surendettement. Le pays a d'ailleurs demandé une restructuration de ses créances auprès des pays du G20, comme l'y autorise le « cadre commun pour le traitement de la dette » négocié en 2020 pour aider les pays en développement à faire face à la crise du Covid-19. « Les agences de notation ont mal interprété notre requête, se plaint Brook Taye. Notre demande d'aide pour répondre à la pandémie a été perçue comme une détresse financière. »

Moody's, S & P Global Ratings et Fitch ont toutes abaissé la note éthiopienne au premier semestre 2021. Tout en reconnaissant le « fort potentiel de croissance économique », l'agence Fitch a justifié sa décision par « une inflation à deux chiffres, des indicateurs de développement et de gouvernance faibles et des risques politiques élevés », résumant l'incertitude qui entoure aujourd'hui ce pays un temps qualifié de « tigre » de l'Afrique.